

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202885]

11 AVRIL 2014. — Décret modifiant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2 du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 3, 2^o, est complété comme suit :

« Par premier équipement sportif nécessaire au fonctionnement de l'installation immobilière visée au 1^o, on entend l'équipement sportif acquis par le bénéficiaire à l'occasion de la construction, l'extension, la rénovation, l'acquisition d'une infrastructure sportive ayant fait l'objet d'une subvention et destiné à rendre cette infrastructure parfaitement fonctionnelle. »;

2^o à l'alinéa 3, un 4^o est inséré et rédigé comme suit :

« 4^o l'acquisition de l'équipement sportif nécessaire au fonctionnement et à l'exploitation d'une infrastructure sportive, qu'elle ait fait ou non l'octroi d'un subside, à l'exception du premier équipement visé au 2^o. »;

3^o l'alinéa 4, 2^o, est complété par le *d*) rédigé comme suit :

« *d*) le dossier technique visé à l'article 20*bis*, § 2 »;

4^o à l'alinéa 4, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o les modalités de calcul de la subvention, en distinguant selon qu'il s'agit d'une petite et moyenne infrastructure, d'une grande infrastructure, d'une infrastructure spécifique de haut niveau ou de l'équipement sportif nécessaire au fonctionnement et à l'exploitation d'une infrastructure sportive. ».

Art. 3. A l'article 3 du même décret, modifié par le décret du 17 novembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, 2^o, les mots : « les groupements sportifs qui ne sont pas constitués en sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « les groupements sportifs constitués en associations sans but lucratif »;

2^o au paragraphe 1^{er}, un 4^o et un 5^o sont insérés et rédigés comme suit :

« 4^o les associations sans but lucratif gérant des bâtiments et complexes sportifs, propriété de sociétés coopératives à responsabilité limitée agréées préalablement par le Conseil national de la coopération ou de sociétés coopératives à responsabilité limitée à finalité sociale, pour autant qu'elles soient titulaires d'un droit à la jouissance d'un terrain ou d'un local qui permette la pratique d'au moins un sport, pour une durée minimale de vingt ans, prenant cours à dater de l'introduction de la demande d'octroi de subvention;

5^o les écoles, propriétaires ou gérant une ou plusieurs infrastructure(s) sportive(s) pour autant que l'école permette l'utilisation publique de son ou de ses infrastructure(s) sportive(s) en dehors des heures scolaires et que l'objet de la demande de l'école n'entre pas en concurrence avec une autre infrastructure publique existante. »;

3^o un paragraphe 3 est inséré et rédigé comme suit :

« § 3. Peuvent bénéficier de la subvention pour l'acquisition de l'équipement sportif nécessaire au fonctionnement et à l'exploitation d'une infrastructure sportive, les personnes morales visées sous le paragraphe 1^{er}, 1^o au 5^o. ».

Art. 4. L'intitulé de la section 1^{re} du chapitre II du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Des petites et moyennes infrastructures ».

Art. 5. L'article 4 du même décret, modifié par le décret du 15 décembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1^{er}. Le taux de la subvention est de 75 pour-cent pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à un million cinq cents mille euros hors T.V.A. et frais d'acte, pour les provinces, communes, associations de communes et régions autonomes.

§ 2. Le taux de la subvention est porté à 85 pour-cent pour les dossiers introduits par les communes et leurs régions autonomes, par les sociétés de logement de service public et par les écoles pour les installations qui définissent un espace sportif, couvert ou non, dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous et repris sous la dénomination « Sport de Rue » et dont les montants sont inférieurs ou égaux à cinq cents mille euros hors T.V.A. et frais d'acte.

Les dossiers visés à l'alinéa précédent ont pour objet des espaces sportifs, ouverts au public, qui permettent la pratique de plusieurs sports, qui sont implantés au sein de quartier socialement défavorisés ou dépourvus d'infrastructure sportive et qui doivent faire l'objet d'une animation par un comité de quartier.

Pour ces dossiers de « Sport de Rue », l'avis préalable de la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale (DICS) doit être sollicité.

La DICS remet un avis sur les caractéristiques sociologiques du quartier en tenant compte, notamment du nombre d'associations sociales, sportives et culturelles présentes dans le quartier, du nombre de logements sociaux, du nombre de jeunes et d'éventuelles actions sociales, culturelles ou sportives spécifiques menées au sein du quartier.

La DICS analyse également le motif et l'opportunité du projet sur base d'une description de celui-ci, du lieu d'implantation, de la justification du choix et de l'engagement et/ou de la formation éventuel(les)d'animateur(s) de quartier.

§ 3. Le taux de la subvention est de 75 pour-cent pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à un million cinq cents mille euros hors T.V.A. et frais d'acte :

1° pour les associations sans but lucratif gérant des bâtiments et complexes sportifs propriété des personnes morales citées sous l'article 3, § 1^{er}, 1°, et 3, § 1^{er}, 4°;

2° pour les groupements sportifs constitués en associations sans but lucratif et qui sont titulaires d'un droit de jouissance sur les installations immobilières objets de l'investissement, détenues en propriété des personnes morales citées sous l'article 3, § 1^{er}, 1°;

3° pour les groupements sportifs constitués en associations sans but lucratif, et qui sont titulaires d'un droit de propriété sur les installations immobilières porteuses de l'investissement;

4° pour les groupements sportifs constitués en associations sans but lucratif, titulaires d'un droit de jouissance sur les installations immobilières objets de l'investissement, détenues en propriété par des personnes morales ou physiques non éligibles au subsidie ou visées par l'article 3, § 1^{er}, 5°, pour autant :

a) que le droit de jouissance dont ils bénéficient soit établi sous la forme d'un droit réel d'une durée supérieure ou égale à 27 ans;

b) que le groupement sportif compte plus de deux années d'existence et d'activités sportives régulières au moment de l'introduction de la demande de subvention;

c) que le conseil d'administration soit constitué d'un nombre de personnes supérieur à 7, dont la majorité n'est pas liée par filiation, ni alliée au premier ou second degré.

Les conditions reprises sous a), b), c) sont cumulatives;

5° pour les écoles, propriétaires ou gérant une ou plusieurs infrastructure(s) sportive(s) pour autant :

a) que l'école permette l'utilisation publique de son ou de ses infrastructure(s) sportive(s) en dehors des heures scolaires;

b) que, sous réserve de son utilisation par ses propres élèves, l'école permette l'utilisation de son ou de ses infrastructure(s) sportives à tous les élèves de toutes les écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, y compris durant les heures scolaires;

c) que l'objet de la demande n'entre pas en concurrence avec une autre infrastructure publique existante située à moins de 8 kilomètres pour les écoles de l'enseignement fondamental et à moins de 15 kilomètres pour les écoles de l'enseignement secondaire;

d) qu'une demande d'avis portant sur le respect du c) ait été sollicitée, au moins quinze jours avant l'introduction de la demande de subsidie, auprès du collège communal de la commune dans laquelle est établie l'infrastructure à subsidier;

e) que les octrois de subsidies aux écoles soient précédés d'une procédure annuelle d'appel à projets, ouverte à toutes les écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Le Gouvernement arrête les modalités de la procédure d'appel à projet visé à l'alinéa précédent. Il arrête également son lancement annuel et décide de l'octroi des subventions.

Les conditions reprises sous a), b), c), d) et e) sont cumulatives.

La preuve du respect des conditions reprises sous a), b), c) et d) est apportée dans le dossier technique visé à l'article 7.

Pour les décisions d'octroi des subsidies, le Gouvernement tiendra compte :

- de l'avis du collège communal visé au d), tant pour les projets de rénovation que d'extension;
- de l'absence d'infrastructure sportive proposant une offre sportive similaire dans la commune dans laquelle le subsidie est sollicité;
- des projets introduits par les établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, au sens de l'article 54, § 1^{er}, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;
- de l'implantation rurale de l'école sollicitant le subsidie.

§ 4. Le taux de la subvention est de 75 pour-cent pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à cent trente cinq mille euros hors T.V.A. et frais d'acte, pour les groupements sportifs titulaires d'un droit de jouissance sur les installations immobilières porteuses de l'investissement, détenues en propriété par des personnes morales ou physiques non éligibles au subsidie ou visées à l'article 3, § 1^{er}, 5°, et qui ne répondent pas à une ou plusieurs conditions reprises sous l'article 4, § 3, 4°.

§ 5. Quel que soit le demandeur, en cas d'acquisition, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition, qui ne peut excéder l'estimation du receveur de l'enregistrement compétent ou du Comité d'acquisition d'immeubles, déduction faite de la valeur du terrain.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention comprend le coût des travaux réalisés par entreprise et, le cas échéant, la taxe sur la valeur ajoutée et les frais généraux. ».

Art. 6. L'article 4bis du même décret, inséré par le décret du 15 décembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4bis, § 1^{er}. Le montant de la subvention accordée sur base de la promesse ferme visée à l'article 7 est liquidé au taux de 60 pour-cent. Le solde, soit 15 pour-cent, est liquidé sur base du décompte final à produire par le demandeur et à condition que les investissements ne dépassent pas, suivant le cas, les montants repris sous l'article 4, §§ 1^{er} et 2, hors T.V.A., révisions contractuelles et frais d'acte.

Pour les investissements repris sous l'article 4, § 1^{er}, si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'attribution du marché, est compris entre 1.500.001 euros et 1.875.000 euros, la subvention est limitée à 60 pour-cent des dépenses admises à la subvention.

Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'attribution du marché, dépasse 1.875.000 euros, la subvention n'est pas accordée.

Pour les investissements repris sous l'article 4, § 3, si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'attribution du marché, est compris entre 1.500.001 euros et 1.875.000 euros, la subvention est limitée à 60 pour-cent des dépenses admises à la subvention.

Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'attribution du marché, dépasse 1.875.000 euros, la subvention n'est pas accordée.

§ 2. Par dérogation à l'article 4, le taux de la subvention est porté à 85 pour-cent relativement à la construction ou la rénovation de pistes d'athlétisme et des équipements annexes. ».

Art. 7. A l'article 6 du même décret, modifié par le décret du 17 novembre 2005, un alinéa 3 est inséré et rédigé comme suit :

« Dans l'hypothèse où il n'est pas fait appel à l'intervention d'un auteur de projet distinct du maître d'ouvrage lorsque ce dernier est un des demandeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, le montant des frais généraux est fixé forfaitairement à 3 pour-cent du montant de l'investissement pris en considération pour l'octroi de la subvention. ».

Art. 8. L'article 8 du même décret, modifié par le décret du 15 décembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Le taux de la subvention est de 60 pour-cent pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont supérieurs à un million cinq cents mille euros hors T.V.A. et frais d'acte.

En cas d'acquisition, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition, qui ne peut pas excéder l'estimation du receveur de l'enregistrement compétent ou du comité d'acquisition d'immeubles, déduction faite de la valeur du terrain.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention comprend le coût des travaux réalisés par entreprise et, le cas échéant, la taxe sur la valeur ajoutée et les frais généraux. ».

Art. 9. L'article 10 du même décret, modifié par le décret du 17 novembre 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'hypothèse où il n'est pas fait appel à l'intervention d'un auteur de projet distinct du maître d'ouvrage lorsque ce dernier est un des demandeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, le montant des frais généraux est fixé forfaitairement à 3 pour-cent du montant de l'investissement pris en considération pour l'octroi de la subvention. ».

Art. 10. Dans l'article 12 du même décret, remplacé par le décret du 17 novembre 2005, les mots « dans les meilleurs délais » sont remplacés par les mots « endéans les douze mois ».

Art. 11. A l'article 14 du même décret, remplacé par le décret du 17 novembre 2005, le mot « douze » est remplacé par le mot « vingt-quatre ».

Art. 12. L'article 15 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le transfert de propriété du bien immobilier donnant lieu à l'acquisition du bien par le demandeur peut s'opérer soit aussitôt après l'octroi de la réception provisoire des travaux, soit à l'issue de la période pendant laquelle un droit réel a été constitué au profit du co-contractant, impliquant l'obligation faite au co-contractant d'octroyer un droit de jouissance de la construction au demandeur, de sorte que le demandeur en devienne propriétaire en fin de contrat. ».

Art. 13. Une section 3/1 est insérée dans le même décret dont le contenu est le suivant :

« Section 3/1 — De l'équipement sportif nécessaire au fonctionnement et à l'exploitation d'une infrastructure sportive.

Art. 20bis. § 1^{er}. Le taux de la subvention est de 75 pour-cent pour l'acquisition d'équipements sportifs nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation d'une infrastructure sportive en vue de la pratique d'une discipline sportive, et dont le montant d'achat est supérieur à 125 euros H.T.V.A.

En cas d'acquisition d'équipements sportifs nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation d'une infrastructure sportive en vue de la pratique d'une discipline sportive par les personnes à mobilité réduite, le taux de la subvention est porté à 90 pour-cent.

Sont notamment exclus :

1^o les équipements et accessoires qui, en raison de leur nature même, sont consommables ou d'une utilisation de courte durée;

2^o les équipements personnels ou considérés comme tels, des pratiquants sportifs;

3^o le matériel d'entretien;

4^o le matériel d'évaluation et de suivi de l'entraînement.

§ 2. Le demandeur transmet son dossier technique à l'administration.

Par dérogation à l'article 23, dès réception de l'accusé de réception de l'administration, le demandeur est autorisé à passer commande. Cette autorisation ne constitue pas une promesse ferme d'intervention. Toute commande antérieure à cette date entraîne le refus de la subvention.

Le montant de la subvention est calculé sur le montant de l'acquisition majorée de la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 3. Le dossier technique est soumis à l'accord du Gouvernement endéans les trente jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet.

Lorsque le Gouvernement donne son accord sur la demande, cette notification vaut promesse ferme d'octroi de la subvention.

La notification visée à l'alinéa 2 confère un droit subjectif au paiement de la subvention lorsque toutes les conditions fixées sont remplies. ».

Art. 14. L'article 25 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'allocataire qui ne maintient pas l'affectation de l'infrastructure, telle que définie dans la demande de subvention, pendant une durée minimale de quinze ans à dater de la mise en service de l'installation, rembourse sans délai la subvention. Le remboursement se fait au prorata des années durant lesquelles l'affectation n'a pas été respectée.

Durant cette période de quinze ans, sous peine de remboursement de la subvention au prorata des années non justifiées, l'allocataire soumet préalablement au Ministre pour accord tout acte de cession ou tout acte similaire, portant sur les dispositions en matière d'exploitation, de gestion ainsi qu'en matière de droits de jouissance s'appliquant au bien subsidié, telles que définies dans la demande de la subvention et ayant justifié l'octroi de la subvention.

Tout ou partie de subvention non justifiée peut être récupéré sur les montants de toute subvention accordée ultérieurement à l'allocataire sur base du présent décret.

§ 2. L'allocataire qui ne maintient pas l'affectation de l'équipement, telle que définie dans la demande d'octroi de subvention, pendant une durée minimale de dix ans à dater de sa mise en service, rembourse sans délai le montant de la subvention. En cas de perte, du vol ou de la destruction de l'équipement subventionné, le bénéficiaire en informe le Ministre au stade du constat. Il fait de même en cas de dissolution de l'organisme bénéficiaire.

Le remboursement se fait au prorata des années durant lesquelles l'affectation n'a pas été respectée.

Durant ladite période de dix ans, sous peine de remboursement de la subvention au prorata des années non justifiées, l'allocataire soumet préalablement au Ministre pour accord tout acte de cession à titre onéreux ou à titre gratuit de l'équipement subventionné. ».

Art. 15. Dans le même décret, il est inséré un article 25bis rédigé comme suit :

« Art. 25bis. Par dérogation à l'article 25, lorsque l'allocataire est un bénéficiaire visé sous l'article 3, § 1^{er}, 5^o, du décret, le bénéficiaire rembourse sans délai tout ou partie de la subvention s'il ne permet plus un accès au public à ses infrastructures sportives en dehors des heures scolaires.

Durant une période de quinze ans, sous peine de remboursement de la subvention au prorata des années non justifiées, l'allocataire soumet préalablement au Ministre pour accord tout acte de cession ou tout acte similaire, portant sur les dispositions s'appliquant au bien subsidié en matière d'exploitation, de gestion ainsi qu'en matière de droits de jouissance, telles que définies dans la demande d'octroi de la subvention et ayant justifié l'octroi de la subvention.

Tout ou partie de subvention non justifiée pourra être récupérée sur les montants de toute subvention accordée ultérieurement à l'allocataire sur base du présent décret. ».

Art. 16. Dans le même décret, il est inséré un article 26^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 26^{ter}. Les services de l'administration collaborent avec les services administratifs de la Fédération Wallonie-Bruxelles notamment dans le cadre d'échanges de bonnes pratiques et d'informations. ».

Art. 17. Dans le même décret, il est inséré un article 26^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 26^{quater}. Dans le cadre de l'élaboration des dossiers, les demandeurs veillent à motiver spécialement leurs propositions par les aspects techniques promouvant le développement durable et l'amélioration de la performance énergétique de l'infrastructure pour laquelle le subside est sollicité ainsi que, le cas échéant, par rapport aux dispositions applicables au traitement de l'eau s'agissant de demandes portant sur les infrastructures à usage de piscine, en vue notamment de réduire progressivement l'usage du chlore. ».

Art. 18. Les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises aux dispositions en vigueur au moment de leur introduction.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 1007 (2013-2014). N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 avril 2014.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202885]

11 APRIL 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur worden de volgende wijzigingen aangebracht: .

1° het derde lid, 2°, wordt aangevuld als volgt :

« Onder eerste sportvoorziening die nodig is voor de werking van de onroerende installatie bedoeld onder 1° wordt verstaan de sportvoorziening aangeworven door de begunstigde bij de bouw, de uitbreiding, de renovatie, de aanwerving van een sportinfrastructuur die het voorwerp uitmaakt van een subsidie om volledig te kunnen functioneren. »;

2° het derde lid wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4° de aanwerving van de sportvoorziening die nodig is voor de werking en de uitbating van een sportinfrastructuur, ongeacht of ze al dan niet het voorwerp van een subsidie heeft uitgemaakt, met uitzondering van de eerste voorziening bedoeld onder 2°. »;

3° het vierde lid, 2°, wordt aangevuld met een *d*), luidend als volgt :

« *d*) het technisch dossier bedoeld in artikel 20*bis*, § 2 »;

4° in het vierde lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° de modaliteiten tot berekening van de subsidie, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen een kleine en middelgrote infrastructuur, een grote infrastructuur, een specifieke infrastructuur van hoog niveau of de sportvoorziening die nodig is voor de werking en de uitbating van een sportinfrastructuur. ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 november 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 2°, worden de woorden : « de sportverenigingen die niet als handelsvennootschappen zijn opgericht » vervangen door de woorden « de sportgroeperingen opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk »;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 4° en een punt 5°, luidend als volgt :

« 4° de verenigingen zonder winstoogmerk die sportgebouwen en -complexen beheren welke eigendom zijn van coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid die vooraf erkend worden door de Nationale raad voor de coöperatie of van coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid met een maatschappelijk doel, voor zover ze een recht van genot hebben op een grondstuk of een lokaal voor de beoefening van minstens één sport voor een minimumduur van twintig jaar, die ingaat op de datum waarop de subsidieaanvraag wordt ingediend;

5° de scholen, die eigenaar of beheerder zijn van één of meer sportinfrastructuren voor zover de school het openbaar gebruik van haar sportinfrastructu(u)r(en) toelaat buiten de schooluren en het voorwerp van de aanvraag van de school niet in concurrentie komt met een andere bestaande openbare infrastructuur. »;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De subsidie voor de aanwerving van de sportvoorziening die nodig is voor de werking en de uitbating van een sportinfrastructuur kan verleend worden aan de rechtspersonen bedoeld in paragraaf 1, 1° tot 5° ».

Art. 4. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Kleine en middelgrote infrastructuren ».

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 15 december 2011, wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Wat betreft de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten en autonome bedrijven, bedraagt het percentage van de subsidie 75 % voor de investeringen bestemd voor onroerende installaties die minder bedragen dan of gelijk zijn aan een miljoen vijfhonderdduizend euro, exclusief btw en aktekosten.

§ 2. Het subsidiepercentage bedraagt 85 % voor de dossiers die de provincies en de autonome bedrijven, de openbare huisvestingsmaatschappijen en de scholen indienen voor installaties die een al niet overdekte sportruimte eisen in het kader van een project inzake buurtanimatie dat voor iedereen toegankelijk is, met name het project « Sport de Rue », waarvan de bedragen gelijk zijn aan vijfhonderdduizend euro of minder, exclusief btw en aktekosten.

De dossiers bedoeld in het vorige lid betreffen sportruimtes, die toegankelijk zijn voor het publiek, waar verschillende sporttakken beoefend kunnen worden, die gevestigd zijn binnen wijken die sociaal benadeeld zijn of die niet over een sportinfrastructuur beschikken en waar een buurtcomité voor animatie moet zorgen.

Voor die dossiers « Sport de Rue » moet eerst het advies van de « Direction interdépartementale de la cohésion sociale (DICS) (Interdepartementale directie Sociale cohesie) » ingewonnen worden.

De « DICS » geeft advies over de sociologische kenmerken van de wijk, rekening houdend met, onder andere, het aantal sociale, sport- en culturele verenigingen in de wijk, het aantal sociale woningen, het aantal jongeren en eventuele specifieke acties die op sociaal en cultureel vlak of inzake sport binnen de wijk gevoerd worden.

De « DICS » analyseert ook het motief en de opportuniteit van het project op basis van een omschrijving ervan, van de vestigingsplaats, de gegrondheid van de keuze en van de eventuele indienstneming en/of vorming van wijkanimatoren.

§ 3. Het subsidiepercentage bedraagt 75 % voor investeringen betreffende onroerende installaties waarvan de bedragen gelijk zijn aan anderhalfmiljoen euro of minder, exclusief btw en aktekosten:

1° voor de verenigingen zonder winstoogmerk die sportgebouwen en -complexen beheren welke eigendom zijn van de rechtspersonen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, en 3, § 1, 4°;

2° voor de sportgroeperingen opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk die houder zijn van een genotsrecht op de onroerende installaties die het voorwerp zijn van de investering en welke eigendom zijn van de rechtspersonen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°;

3° voor de sportgroeperingen opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk die houder zijn van een eigendomsrecht op de onroerende installaties die het voorwerp zijn van de investering;

4° voor de sportgroeperingen opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk die houder zijn van een genotsrecht op de onroerende installaties die het voorwerp zijn van de investering en welke eigendom zijn van de in artikel 3, § 1, 5°, bedoelde natuurlijke of rechtspersonen die niet in aanmerking komen voor de subsidie, voor zover:

a) het genotsrecht dat ze genieten gevestigd wordt in de vorm van een zakelijk recht met een duur van 27 jaar of meer;

b) de sportgroepering sinds meer dan twee jaar bestaat en regelmatige sportactiviteiten telt bij de indiening van de subsidieaanvraag;

c) de raad van bestuur samengesteld is uit meer dan 7 personen, waarvan de meerderheid niet door afstamming verbonden is, noch in de eerste of tweede graad aanverwant is.

De voorwaarden opgenomen onder a), b), c) zijn cumulatief;

5° voor de scholen die eigenaar of beheerder van één of meer sportinfrastructuren zijn voor zover :

a) ze het openbaar gebruik van hun sportinfrastructu(u)r(en) toelaten buiten de schooluren;

b) ze, onder voorbehoud van hun gebruik door hun eigen leerlingen, het gebruik van hun sportinfrastructu(u)r(en) toestaan voor alle leerlingen van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde scholen, inclusief gedurende de schooluren;

c) het voorwerp van de aanvraag niet in concurrentie treedt met een bestaande publieke infrastructuur gelegen op minder dan 8 kilometer voor de scholen van het basisonderwijs en op minder dan 15 kilometer voor de scholen van het secundair onderwijs;

d) minstens vijftien dagen voor de indiening van de subsidieaanvraag een advies over de naleving van het punt c) werd gevraagd bij het gemeentecollege van de gemeente waar de te subsidiëren infrastructuur gevestigd is;

e) de toekenning van subsidies aan de scholen voorafgegaan wordt door een jaarlijkse procedure tot oproep voor projecten, die open staat voor alle scholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de procedure tot oproep voor projecten bedoeld in het vorige lid. Zij bepaalt ook het jaarlijks opstarten ervan en besluit tot de toekenning van de subsidies.

De voorwaarden opgenomen onder a), b), c), d) en e) zijn cumulatief.

Het bewijs van de naleving van de voorwaarden opgenomen onder a), b), c) en d) wordt geleverd in het technisch dossier bedoeld in artikel 7.

Voor de beslissingen tot toekenning van subsidies zal de Regering rekening houden met :

- het advies van het gemeentecollege bedoeld onder d), zowel voor de renovatie- als voor de uitbreidingsprojecten;
- het gebrek aan sportinfrastructuur die gelijkwaardige sportmogelijkheden aanbiedt in de gemeente waar de subsidie aangevraagd wordt;

- de projecten ingediend door de inrichtingen of installaties die in aanmerking komen voor positieve discriminaties in de zin van artikel 54, § 1, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

- de landelijke vestiging van de school die de subsidie aanvraagt.

§ 4. Het subsidiepercentage bedraagt 75 % voor investeringen betreffende onroerende installaties waarvan de bedragen gelijk zijn aan honderdvijftig duizend euro of minder, exclusief btw en aktekosten, voor de sportgroeperingen die houder zijn van een genotsrecht op onroerende installaties die het voorwerp zijn van de investering en eigendom van natuurlijke of rechtspersonen die niet in aanmerking komen voor de subsidie of bedoeld in artikel 3, § 1, 5^o, en die niet voldoen aan één of meer voorwaarden opgenomen in artikel 4, § 3, 4^o.

§ 5. Ongeacht de aanvrager, stemt het in aanmerking genomen bedrag voor de berekening van de subsidie in geval van aankoop overeen met de aankoopprijs, die niet hoger mag zijn dan de raming van de bevoegde ontvanger van de registratie of van het Comité voor de aankoop van onroerende goederen, na aftrek van de waarde van het terrein.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie omvat het in aanmerking genomen bedrag voor de berekening van de subsidie de kosten van de uitgevoerde werken per onderneming en, desgevallend, de belasting op de toegevoegde waarde en de algemene kosten. ».

Art. 6. Artikel 4bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2011, wordt vervangen als volgt:

« Art. 4bis, § 1. Het bedrag van de subsidie verleend op basis van de vaste belofte bedoeld in artikel 7 wordt uitbetaald aan een percentage van 60 percent. Het saldo, met name 15 percent, wordt uitbetaald op basis van de door de aanvrager over te leggen eindafrekening en op voorwaarde dat de investeringen, al naar gelang van het geval, niet hoger zijn dan de bedragen bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, excl. btw, contractuele herzieningen en aktekosten.

Wat betreft de investeringen bedoeld in artikel 4, § 1, wordt de subsidie beperkt tot 60 percent van de uitgaven die ervoor in aanmerking komen als het bedrag van de werken, excl. btw, bij de toewijzing van de opdracht tussen 1.500.001 euro en 1.875.000 euro ligt.

De subsidie wordt niet toegekend als het bedrag van de werken, excl. btw, bij de toewijzing van de opdracht 1.875.000 euro overschrijdt.

Wat betreft de investeringen bedoeld in artikel 4, § 3, wordt de subsidie beperkt tot 60 percent van de uitgaven die ervoor in aanmerking komen als het bedrag van de werken, excl. btw, bij de toewijzing van de opdracht tussen 1.500.001 euro en 1.875.000 euro ligt.

De subsidie wordt niet toegekend als het bedrag van de werken, excl. btw, bij de toewijzing van de opdracht 1.875.000 euro overschrijdt.

§ 2. In afwijking van artikel 4, wordt het percentage van de subsidie tot 85 percent verhoogd voor de bouw of de renovatie van atletiekbanen en bijhorende voorzieningen. ».

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 november 2005, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« In de veronderstelling dat geen beroep gedaan wordt op de tussenkomst van een projectauteur die niet de opdrachtgever is wanneer deze laatste één van de in artikel 3, § 1, 1^o, bedoelde aanvragers is, wordt het bedrag van de algemene kosten forfaitair vastgelegd op 3 percent van het bedrag van de investering dat voor de toekenning van de subsidie in aanmerking genomen wordt. ».

Art. 8. Artikel 8 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2011, wordt vervangen als volgt:

« Art. 8. Het subsidiepercentage bedraagt 60 percent voor de investeringen betreffende onroerende installaties en waarvan de bedragen hoger zijn dan anderhalf miljoen euro, excl. btw en aktekosten.

In geval van aankoop stemt het in aanmerking genomen bedrag voor de berekening van de subsidie overeen met de aankoopprijs, die niet hoger mag zijn dan de raming van de bevoegde ontvanger van de registratie of van het Comité voor de aankoop van onroerende goederen, na aftrek van de waarde van het terrein.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie omvat het in aanmerking genomen bedrag voor de berekening van de subsidie de kosten van de uitgevoerde werken per onderneming en, desgevallend, de belasting op de toegevoegde waarde en de algemene kosten. ».

Art. 9. Artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 november 2005, wordt aangevuld met volgend lid :

« In de veronderstelling dat geen beroep gedaan wordt op de tussenkomst van een projectauteur die niet de opdrachtgever is wanneer deze laatste één van in artikel 3, § 1, 1^o, bedoelde aanvragers is, wordt het bedrag van de algemene kosten forfaitair vastgelegd op 3 percent van het bedrag van de investering dat voor de toekenning van de subsidie in aanmerking genomen wordt. ».

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 november 2005, worden de woorden « zo spoedig mogelijk » vervangen door de woorden « binnen twaalf maanden ».

Art. 11. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 november 2005, wordt het woord « twaalf » vervangen door het woord « vierentwintig ».

Art. 12. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid:

« De overdracht van eigendom van het onroerend goed dat aanleiding geeft tot de aankoop ervan door de aanvrager kan plaatsvinden hetzij vlak na de toekenning van de voorlopige oplevering van de werken, hetzij na afloop van de periode waarin een zakelijk recht is gevestigd ten gunste van de medecontractant, wat inhoudt dat de medecontractant ertoe verplicht is de aanvrager een genotsrecht op de bouw te verlenen, zodat hij er eigenaar van wordt aan het einde van het contract. ».

Art. 13. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een afdeling 3/1 waarvan de inhoud de volgende is :

« Afdeling 3/1 — Sportvoorziening die nodig is voor de werking en de uitbating van een sportinfrastructuur.

Art. 20bis. § 1. Het subsidiepercentage bedraagt 75 percent voor de aankoop van sportvoorzieningen die nodig zijn voor de werking en de uitbating van een sportinfrastructuur met het oog de beoefening van een sportdiscipline en waarvan het aankoopbedrag hoger is dan 125 euro, excl. btw.

In geval van aankoop van sportvoorzieningen die nodig zijn voor de werking en de uitbating van een sportinfrastructuur met het oog de beoefening van een sportdiscipline door personen met beperkte mobiliteit, wordt het subsidiepercentage verhoogd tot 90 percent.

Uitgesloten worden, onder andere, :

1° de voorzieningen en toebehoren die wegens hun aard verbruikbaar zijn of voor een korte duur gebruikt worden;

2° de persoonlijke of als dusdanig beschouwde uitrustingen van de sportbeoefenaars;

3° het onderhoudsmateriaal;

4° het materiaal voor de evaluatie en de opvolging van de training.

§ 2. De aanvrager richt zijn technisch dossier aan de administratie.

In afwijking van artikel 23, mag de aanvrager tot de bestelling overgaan zodra hij het bericht van ontvangst van de administratie in ontvangst genomen heeft. Die toestemming geldt niet als vaste belofte tot tegemoetkoming. Elke bestelling die aan die datum voorafgaat heeft de weigering van de subsidie tot gevolg.

Het subsidiebedrag wordt berekend op basis van het aankoopbedrag, verhoogd met de belasting op de toegevoegde waarde.

§ 3. Het technisch dossier wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd binnen dertig werkdagen, te rekenen van de datum waarop de administratie het volledige dossier in ontvangst neemt.

Als de Regering haar akkoord over de aanvraag geeft, geldt die kennisgeving als vaste belofte tot toekenning van de subsidie.

De kennisgeving bedoeld in het tweede lid verleent een subjectief recht op de betaling van de subsidie als alle gestelde voorwaarden vervuld zijn. ».

Art. 14. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« § 1. De subsidiegerechtigde die zich gedurende minstens vijftien jaar, te rekenen van de inbedrijfstelling van de installatie, niet houdt aan de bestemming van de infrastructuur zoals omschreven in de subsidieaanvraag, betaalt de subsidie onmiddellijk terug. De subsidie wordt terugbetaald naar rato van de jaren waarin de bestemming niet in acht genomen werd.

Gedurende die periode van vijftien jaar onderwerpt de subsidiegerechtigde, op straffe van terugbetaling van de subsidie naar rato van de niet gerechtvaardigde jaren, vooraf aan de goedkeuring van de Minister elke overdrachtakte of gelijkwaardige akte die betrekking heeft op de bepalingen inzake uitbating, beheer alsook inzake genotsrechten van toepassing op het gesubsidieerde goed, zoals omschreven in de subsidieaanvraag en die de toekenning van de subsidie gerechtvaardigd hebben.

Het geheel of een deel van de niet gerechtvaardigde subsidie kan verhaald worden op de bedragen van elke subsidie die later aan de subsidiegerechtigde toegekend wordt op basis van dit decreet

§ 2. De subsidiegerechtigde die zich gedurende minstens tien jaar, te rekenen van de inbedrijfstelling van de voorziening, niet houdt aan de bestemming ervan zoals omschreven in de subsidieaanvraag, betaalt het subsidiebedrag onmiddellijk terug. In geval van verlies, diefstal of vernietiging van de gesubsidieerde voorziening verwittigt de subsidiegerechtigde de Minister bij de vaststelling. Hij verwittigt hem ook in geval van ontbinding van het begunstigde orgaan.

De subsidie wordt terugbetaald naar rato van de jaren waarin de bestemming niet in acht genomen werd.

Gedurende genoemde periode van tien jaar onderwerpt de subsidiegerechtigde vooraf aan de goedkeuring van de Minister elke akte van overdracht van de gesubsidieerde voorziening onder bezwarende titel of kosteloos, op straffe van terugbetaling van de subsidie naar rato van de niet gerechtvaardigde jaren. ».

Art. 15. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 25bis, luidend als volgt:

« Art. 25bis. In afwijking van artikel 25, als de subsidiegerechtigde een begunstigde is zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 5°, van het decreet, betaalt hij het geheel of een deel van de subsidie onmiddellijk terug indien hij het publiek geen toegang tot zijn sportinfrastructuren meer verleent buiten de schooluren.

Gedurende een periode van 15 jaar onderwerpt de subsidiegerechtigde, op straffe van terugbetaling van de subsidie naar rato van de niet gerechtvaardigde jaren, vooraf aan de goedkeuring van de Minister elke overdrachtakte of gelijkwaardige akte die betrekking heeft op de bepalingen inzake uitbating, beheer alsook inzake genotsrechten van toepassing op het gesubsidieerde goed, zoals omschreven in de aanvraag tot toekenning van de subsidie en die de toekenning van de subsidie gerechtvaardigd hebben.

Het geheel of een deel van de niet gerechtvaardigde subsidie kan verhaald worden op de bedragen van elke subsidie die later aan de subsidiegerechtigde toegekend wordt op basis van dit decreet. ».

Art. 16. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 26ter, luidend als volgt :

« Art. 26ter. De diensten van de administratie werken samen met de administratieve diensten van de « Fédération Wallonie-Bruxelles » (Federatie Wallonië-Brussel), met name in het kader van uitwisselingen van goede praktijken en informatie. ».

Art. 17. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 26quater, luidend als volgt :

« Art. 26quater. In het kader van de aanleg van de dossiers zorgen de aanvragers ervoor hun voorstellen speciaal te motiveren met de technische aspecten ter bevordering van de duurzame ontwikkeling en de verbetering van de energieprestatie van de infrastructuur waarvoor de subsidie wordt aangevraagd alsook, desgevallend, ten opzichte van de bepalingen die toepasselijk zijn op de waterbehandeling als het gaat om aanvragen i.v.m. zwembadinfrastructuren, meer bepaald om het chloorgebruik geleidelijk te verminderen. ».

Art. 18. De aanvragen ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet blijven onderworpen aan de bepalingen van kracht op de datum van hun indiening.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 1007 (2013-2014). Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 11 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27132]

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE35007 - "Forêts et lac de Bambois"

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée pour la dernière fois par le décret du 22 décembre 2010;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.29-1 et suivants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu les enquêtes publiques organisées sur les communes de Fosses-la-Ville, du 10 décembre 2012 au 1^{er} février 2013, de Mettet, du 10 décembre 2012 au 1^{er} février 2013 conformément aux dispositions du Code de l'Environnement relatives à l'organisation des enquêtes publiques, articles D.29-1 et suivants;

Vu l'avis de la Commission de Conservation de Namur, donné les 6 et 20 septembre et 2 et 7 octobre 2013;

Considérant la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du Conseil de l'Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979 et approuvée par la loi du 20 avril 1989;

Considérant la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002, complétée par les décisions du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, approuvant la liste des sites proposés à la Commission européenne comme sites d'importance communautaire;

Considérant les Décisions 2004/798/CE et 2004/813/CE de la Commission du 7 décembre 2004 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire respectivement pour la région biogéographique continentale et pour la région biogéographique atlantique;

Considérant la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Considérant les Décisions 2011/63/UE et 2011/64/UE de la Commission du 10 janvier 2011 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, une quatrième liste actualisée des sites d'importance communautaire respectivement pour la région biogéographique atlantique et pour la région biogéographique continentale;

Considérant les principes d'action préventive, d'intégration et de précaution, tels que visés aux articles D.1^{er}, D.2, alinéa 3, et D.3, 1^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant la médiation socio-économique effectuée conformément aux décisions prises par le Gouvernement wallon en date du 30 septembre 2010 et du 7 avril 2011;

Considérant que l'arrêté de désignation tient compte des réclamations et observations émises par les réclamants lors des enquêtes publiques précitées;